

TABLE DES MATIERES

Avant propos
Préface
Sigles, abréviations et acronymes

INTRODUCTION	13
I. Le régime de Rome	16
§1 : <i>Du développement du droit international pénal.</i>	17
A. Les projets malheureux de juridictions internationales pénales.	19
1) Premiers essais.	20
2) Après 1989.	26
B. Le contexte favorable accompagnant la naissance de la C.P.I.	29
§2: <i>De la singularité de la Cour pénale internationale.</i>	32
A. Aperçus juridiques : la nature de la Cour pénale internationale.	32
B. Aperçus théoriques : le régime et l'« esprit » de Rome.	35
1) La création d'un régime international.	36
2) L'ambition du régime : la dissuasion judiciaire.	38
C. L'importance de la coopération des Etats. Aperçu de la position américaine.	41
II. La pratique du régime.	44
III. L'intérêt de l'étude.	50
IV. Problématique et hypothèses.	52
§1) <i>Problématique.</i>	52
§2) <i>Hypothèses.</i>	53
A. Le rejet des hypothèses « objectives ».	54
1) L'« inconsistance » du régime de Rome.	54
2) La « dangerosité » du régime de Rome.	56
3) L'« immoralité » du régime de Rome.	59
B. L'adoption d'une hypothèse « subjective ».	61
1) Les gains relatifs proposés par le régime de Rome.	61
2) La symbolique proposée par le régime de Rome.	63
V. Construction de l'étude.	65

LA POLITIQUE JURIDIQUE EXTERIEURE DES ETATS-UNIS A L'EGARD DE LA C.P.I.

PREMIERE PARTIE :
CRISTALLISATION DE LA POLITIQUE JURIDIQUE EXTÉRIEURE
DES ETATS-UNIS CONTRE L'« ESPRIT » DE ROME.

TITRE I :
NATURE ET DISTINCTION DES OBJECTIONS AMERICAINES
AU STATUT DE ROME.

Chapitre I : Des griefs principaux contre le Statut de Rome.....	71
Section I : Sur le rôle minoré du Conseil de sécurité dans le Statut de Rome.....	72
§1 : <i>L'insuffisance des possibilités d'intervention reconnues au Conseil de sécurité.</i>	72
A. Le partage du droit « positif »	73
1) Les négociations et l'évolution modérée de la position américaine.....	74
2) La spécificité de l'action pénale initiée par le Conseil de sécurité.....	76
B. Les limites du droit « négatif ».....	78
1) La conclusion d'une disposition défavorable aux exigences américaines.....	79
2) Les incertitudes multiples de l'article	81
§2 : <i>La question du crime d'agression.</i>	83
A. La controverse sur l'existence et les actes constitutifs du crime d'agression	86
1) Les divisions préliminaires.	87
2) Les difficultés liées à la formulation finale de l'article 5 du Statut de Rome.	89
B. Les conditions d'exercice de la compétence de la Cour.....	93
1) L'impasse des négociations.	93
2) L'ambiguïté de la formulation retenue.....	95
Section II : Sur la compétence de la Cour à l'égard de ressortissants d'Etats non parties.	98
§1 : <i>La position américaine dans la genèse de l'article 12 du Statut de Rome.</i>	101
A. De la pluralité des prétentions dans les travaux préparatoires à la Conférence de Rome.....	101
1) Le modèle de la compétence choisie.....	102
2) Les modèles libéraux concurrents.....	103
B. De l'impossible conciliation des prétentions lors de la Conférence de Rome.	105
1) L'intransigeance et l'échec de la position américaine.....	111
2) Une formulation finale rejetée.	112

TABLE DES MATIERES

§2 : <i>La prétention américaine de l'illicéité de l'article 12 § 2 du Statut de Rome</i>	114
A. Compétence de la Cour et effet relatif des traités.....	116
1) Le territoire, titre de compétence traditionnel.....	116
2) Un moyen sans fondement : la violation de l'effet relatif des traités.....	120
B. Compétence étatique et juridiction pénale internationale.....	123
1) Critique du raisonnement américain sur les rapports Etat – droit international.....	124
2) Logique de l'hypothèse d'une délégation commune de la compétence territoriale.....	126
Chapitre II :	
Des griefs secondaires contre le Statut de Rome	131
Section I : Sur les prétentions liées à la puissance du Procureur dans le Statut de Rome.....	132
§1 : <i>Ordonnancement du principal pouvoir du Procureur</i>	133
A. L'habilitation à saisir la Cour : une construction mouvementée.....	134
1) Position du problème.....	134
2) L'incorporation dans le Statut de Rome.....	137
B. L'habilitation à saisir la Cour : les contreponds institués.....	139
1) Le rôle de la Section préliminaire.....	139
2) La responsabilité du Procureur devant l'Assemblée des Etats Parties.....	143
§2 : <i>Utopie de la toute-puissance du Procureur</i>	147
A. Les contraintes juridiques : la nature complémentaire de la Cour.....	148
1) Le principe de complémentarité.....	148
2) La mise en œuvre extensive du principe.....	153
B. Les contraintes politiques : l'intégration nécessaire des données du système interétatique.....	156
1) Quelques paralysies menaçant le Procureur.....	157
2) La conscience d'appartenir à une classe exposée.....	159
Section II : Sur l'inconstitutionnalité du Statut de Rome.....	162
§1 : <i>Du prétendu laxisme des incriminations posées par le Statut de Rome</i>	165
A. Les préoccupations américaines.....	166
1) Une compétence matérielle limitée.....	167
2) Une compétence matérielle précise.....	170
B. Appréciation des réalisations collectives.....	172
1) La satisfaction des préoccupations américaines.....	173
2) Les ambiguïtés du discours américain.....	178

LA POLITIQUE JURIDIQUE EXTERIEURE DES ETATS-UNIS A L'EGARD DE LA C.P.I.

§2 : De la qualité de la procédure au regard des exigences américaines	182
A. Le volet institutionnel.....	183
B. Le volet processuel	188
1) Les garanties d'un procès équitable présentes dans le Statut de Rome	189
2) L'absence du jury dans le Statut de Rome	194
Conclusion du Titre I.	197

TITRE II :

LOGIQUE ET DYNAMIQUE DE LA POSITION AMERICAINE
CONTRE LA C.P.I.

Chapitre I :

L'« exceptionnalisme » dans l'opposition américaine à la Cour 201

Section I : L'« exceptionnalisme » américain et la justice pénale internationale. 202

§1 : Deux manifestations de l'« exceptionnalisme » américain..... 204

A. Une expression défensive : protéger son droit interne..... 205

 1) L'importance du droit aux Etats-Unis..... 205

 2) Sur la méfiance à l'égard du droit interétatique et de la justice internationale..... 207

 a) La procédure de réception des normes internationales..... 207

 b) La prise en compte du droit international par les juridictions américaines..... 208

 c) L'attitude à l'égard des juridictions internationales..... 209

B. Une expression offensive : conserver le droit de se faire justice à soi-même..... 212

 1) Les dispositions belliqueuses des Etats-Unis..... 212

 2) Un rapport ambivalent au *jus ad bellum* et au *jus in bello*..... 214

 a) Le *jus ad bellum*..... 215

 b) Le *jus in bello*..... 217

§2 : Le Sénat comme garant de l'« exceptionnalisme » américain..... 219

A. Une ambition: limiter et qualifier l'engagement extérieur des Etats-Unis..... 220

 1) Une méfiance générale à l'égard de l'influence extérieure..... 221

 2) Une défiance particulière à l'égard des traités relatifs aux droits de l'homme et au droit humanitaire..... 223

B. Un moyen privilégié : la formulation de réserves aux traités..... 225

 1) De l'importance des conditions posées à l'autorisation de ratifier..... 226

 2) De la prohibition des réserves dans le Statut de Rome..... 230

C. Le « sentiment » du Sénat en 1998..... 233

TABLE DES MATIERES

Section II : L'« exceptionnalisme » américain et l'« exceptionnalisme » européen.....	235
§1 : <i>Rupture de l'harmonie transatlantique sur la justice pénale internationale</i>	237
A. De l'accord sur les Tribunaux pénaux internationaux.....	237
1) La responsabilité du couple transatlantique dans la vie des Tribunaux.....	238
2) La responsabilité du couple transatlantique dans l'œuvre des Tribunaux.....	242
B. Du désaccord sur la Cour pénale internationale.....	243
1) Le rôle de l'Union européenne dans la construction du Statut de Rome.....	245
2) Le rôle de l'Union européenne dans l'entrée en vigueur de la Cour pénale internationale.....	247
§2 : <i>Logique de la dissonance transatlantique sur la justice pénale internationale</i>	250
A. De la culture légaliste de l'Union européenne.....	252
1) La construction de la culture légaliste de l'Union européenne.....	253
2) La diffusion de la culture légaliste de l'Union européenne.....	257
B. De la puissance relative de l'Union européenne.....	259
1) Puissance, impuissance et multilatéralisme.....	260
2) Puissance américaine, faiblesse européenne et Cour pénale internationale.....	263
Chapitre II :	
La radicalisation de l'opposition américaine à la Cour	269
Section I : L'origine de la radicalisation de la politique des Etats-Unis à l'égard de la Cour.....	271
§1 : <i>L'Administration Bush et le choc du 11 septembre</i>	273
A. D'une Administration démocrate à une Administration républicaine	274
1) Retour sur la position de l'Administration Clinton.....	274
2) Retour sur les premiers temps de l'Administration Bush.....	277
B. De l'idéologie et de la pratique de la guerre contre le terrorisme.....	280
1) L'idéologie néo-conservatrice.....	281
2) Les pratiques déviantes : l'exemple de la torture.....	285
a) De déviances observées après 2001.....	285
b) De la question de la torture.....	286
i) Les normes opposables.....	287
ii) L'accusation.....	290
iii) La défense américaine.....	292

LA POLITIQUE JURIDIQUE EXTERIEURE DES ETATS-UNIS A L'EGARD DE LA C.P.I.

§2 : <i>L'entrée en vigueur de la Cour pénale internationale</i>	294
A. Les conditions d'entrée en vigueur différée du Statut de Rome.....	296
1) Aperçu des conditions générales d'entrée en vigueur.....	296
2) Précisions sur la construction de la clause d'entrée en vigueur collective différée.....	299
B. La réalisation des conditions d'entrée en vigueur différée.....	301
Section II : L'orientation générale de la politique des Etats-Unis à l'égard de la Cour.....	306
§1 : <i>Une politique de précaution contre la Cour : essai d'identification du préjudice en cause</i>	308
A. Les ambitions américaines et l'importance de l'opinion publique.....	309
1) De quelques conditions au succès de la lutte anti-guérilla et de la démocratie transformationnelle au regard de l'histoire.....	310
2) De la stratégie conséquente des faibles dans une guerre asymétrique.....	313
B. Le jeu de la Cour pénale internationale sur l'opinion publique et les ambitions américaines.....	317
1) Des effets immédiats d'une mise en cause devant la Cour pénale internationale.....	319
a) L'affaiblissement des soutiens à l'opération militaire.....	319
b) Le renforcement direct de la légitimité des insurgés.....	322
2) Des conséquences plus lointaines d'une mise en cause devant la Cour pénale internationale.....	325
§2 : <i>Une politique de précaution contre la Cour : les risques encourus</i>	327
A. Un risque de qualification positive d'opérations militaires américaines : discussion sur le cas de certains bombardements aériens.....	328
1) Présentation de l'hypothèse.....	329
2) Essai de qualification juridique.....	331
B. Un risque d'appréciation négative de la complémentarité des juridictions américaines : retour sur les accusations de torture.....	334
1) Observations sur la capacité juridique des Etats-Unis à poursuivre les auteurs et les comportements en cause.....	335
2) Observations sur la résistance politique des Etats-Unis à poursuivre les auteurs et les comportements en cause.....	337
Conclusion du Titre II	343
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	345

TABLE DES MATIERES

SECONDE PARTIE :
RÉALISATION DE LA POLITIQUE JURIDIQUE EXTÉRIEURE
DES ETATS-UNIS CONTRE L'« ESPRIT » DE ROME

TITRE I :

LES CONTRE-MESURES UNILATERALES :
PREALABLES JURIDIQUES ET SYMBOLIQUES

Chapitre I :

Un unilatéralisme de revendication :

de la qualité d'Etat signataire à celle d'Etat tiers. 353

Section I : Opposition constructive et signature du Statut de Rome. 354

§1 : Les vertus politiques de la signature démocrate..... 355

A. Les difficultés liées aux autres options disponibles..... 357

1) L'adoption du Statut de Rome. 357

2) L'indifférence au Statut de Rome. 357

3) L'opposition active au Statut de Rome. 359

B. La signature ou le privilège du pragmatisme..... 360

1) La signature ou le symbole de l'opposition constructive au Statut

de Rome. 361

2) Quelques observations sur la singularité de la signature démocrate. 364

§2 : Les effets juridiques de la signature démocrate..... 366

A. L'existence d'une obligation opposable à l'Etat signataire..... 368

1) Discussions sur le fondement..... 369

2) Opposabilité aux Etats-Unis..... 371

B. L'indétermination de l'obligation de « s'abstenir d'actes qui
priveraient un traité de son objet et de son but ». 373

1) Incertitudes générales quant à la référence à l'objet et au but d'un
traité..... 373

2) Incertitudes particulières quant à l'obligation de comportement en
cause..... 376

Section II : Opposition agressive et « dé-signature » du Statut de Rome. 380

§1 : Une critique sévère du pari démocrate..... 381

A. Les ambitions déloyales de la signature démocrate ?..... 383

B. L'échec des négociations subséquentes au Statut de Rome..... 385

1) Contre-offensive américaine au cours de la négociation des
Éléments des crimes. 387

2) Contre-offensive américaine au cours de la négociation du
Règlement de procédure et de preuve et de l'accord entre les Nations

Unies et la Cour..... 390

a) Premières tentatives..... 390

b) Tentative principale..... 391

LA POLITIQUE JURIDIQUE EXTERIEURE DES ETATS-UNIS A L'EGARD DE LA C.P.I.

§2 : *La recherche d'un acte de rupture.* 396

A. Un procédé licite. 397

 1) De l'absence de précédents. 398

 2) De la conformité avec l'article 18 de la Convention de Vienne..... 400

B. Un procédé symbolique. 402

Chapitre II :

Un unilatéralisme de protection :

de l'arsenal législatif contre la Cour pénale internationale..... 405

Section I : La construction de protections législatives contre la Cour pénale internationale 407

§1 : *Les actes et discussions préalables*..... 407

A. Les premières mesures de protection contre la Cour..... 408

 1) Quelques protections solitaires. 408

 2) La formulation de déclarations interprétatives aux traités de coopération judiciaire ou d'extradition..... 411

B. Offres et Contre-offre de loi générale relative à la Cour. 413

 1) Les projets d'A.S.P.A. présentés en 2000 et 2001. 413

 2) L'American Citizens' Protection and War Criminal Prosecution Act of 2001..... 416

§2 : *L'American Servicemembers' Protection Act de 2002.*..... 419

A. La volonté manifeste de se protéger contre les prétentions de la Cour. 420

 1) Les dispositions organisant les rapports avec la Cour..... 420

 a) La systématisation de la non-coopération américaine. 421

 b) La question du « Hague Invasion Act ». 423

 2) Les dispositions organisant les rapports avec les autres Etats et les Nations Unies. 425

B. La volonté relative d'exclure toute relation avec la Cour..... 428

 1) Les pouvoirs modérateurs reconnus au Président américain..... 429

 2) L'« amendement Dodd »..... 432

Section II : La dynamique des protections législatives contre la Cour pénale internationale 436

§1 : *Renforcement et application du régime de protection.* 436

A. L'adoption complémentaire de l'« amendement Nethercutt » 437

B. Les conséquences pour les Etats réticents. 440

 1) La rupture de l'aide militaire américaine. 440

 2) La rupture de l'aide économique américaine. 443

§2 : *Critique et modification du régime de protection.*..... 444

A. Le caractère déraisonnable des sanctions consacrées..... 445

 1) Les préjudices causés à la sécurité des Etats-Unis 447

 2) Les préjudices causés à l'image et à l'influence des Etats-Unis. 449

TABLE DES MATIERES

B. Les réactions conséquentes du régime américain.....	451
1) La multiplication des dérogations accordées par l'exécutif.....	452
2) Les amendements adoptés par le législatif.....	454
Conclusion du Titre I.....	457

TITRE II :

LES CONTRE-MESURES PLURILATERALES :
PERVERTIR L'« ESPRIT » DE ROME

Chapitre I :

L'approche multilatérale ou la recherche d'une solution préventive... 461

Section I : La réussite temporaire de l'objectif de protection 462

§1 : *L'obtention de trois résolutions du Conseil de sécurité* 463

A. Deux résolutions générales..... 464

 1) La crise liée à la construction de la résolution 1422. 466

 2) Le renouvellement puis la mort de la protection générale obtenue..... 470

B. Une résolution particulière. 472

 1) La protection accordée par la résolution 1497. 473

 2) Les critiques de la protection accordée. 475

§2 : *La question de l'opposabilité de ces trois résolutions*..... 477

A. Des décisions contraires aux dispositions du Statut de Rome. 478

 1) La non-conformité des résolutions à l'article 16 du Statut..... 478

 2) La non-conformité des résolutions à d'autres dispositions du Statut..... 481

B. La « légalité d'exception » proposée par le Conseil de sécurité..... 483

 1) La liberté de qualification et de décision du Conseil de sécurité. 484

 2) Quelques effets juridiques des résolutions étudiées. 487

Section II : L'échec relatif de la stratégie de négation..... 490

§1 : *La volonté d'écarter toute référence à la Cour pénale internationale*..... 492

A. Les efforts entrepris au sein du Conseil de sécurité. 493

 1) La situation au Burundi..... 493

 2) Les positions défendues au sein d'autres actes du Conseil. 495

B. Les efforts entrepris au sein d'autres organes des Nations Unies..... 497

 1) Devant l'Assemblée générale..... 499

 2) Devant la Commission des droits de l'homme..... 502

§2 : *La résolution 1593 et la saisine de la Cour par le Conseil de sécurité*. 505

A. L'abstention américaine : une reconnaissance majeure pour la Cour pénale internationale. 508

 1) En amont : l'engagement américain dans la cause du Darfour et l'échec de la proposition d'un tribunal hybride..... 509

 2) En aval : une nouvelle politique déclaratoire américaine..... 512

LA POLITIQUE JURIDIQUE EXTERIEURE DES ETATS-UNIS A L'EGARD DE LA C.P.I.

3) La résolution 1828, symbole d'une évolution de la politique américaine ?	515
B. L'abstention américaine : le signe de la « mort » de l'« esprit » de Rome ?	516
1) L'obtention d'un privilège catégoriel et la reconnaissance des contre-mesures américaines.	517
2) La faiblesse des moyens accordés à la Cour.	519
Chapitre II :	
L'approche bilatérale ou la recherche d'une solution curative.....	523
Section I : Sur la campagne américaine pour obtenir la conclusion d'accords bilatéraux « types »	526
§1 : <i>La demande américaine</i>	527
A. Les acteurs et la procédure.	528
B. Le résultat des pressions exercées.	530
1) Typologie des accords contractés.....	530
2) Une réussite relative.....	532
§2 : <i>Les réactions et résistances</i>	534
A. Des réactions individuelles.....	535
1) L'importance du précédent de la négociation du Règlement de procédure et de preuve.	536
2) L'opposition à la campagne bilatérale américaine.	537
B. La résistance de l'Union européenne.....	539
1) La nécessité d'une position commune de l'Union européenne.	539
2) La consistance de la position commune de l'Union européenne.....	541
Section II : Quelques observations sur la licéité de l'objet juridique recherché.....	545
§1 : <i>La compatibilité imparfaite des accords bilatéraux « types » avec l'article 98 § 2 du Statut de Rome</i>	546
A. Le champ d'application de l'article 98 § 2 du Statut de Rome.....	548
1) Sens de la dérogation posée.	548
2) Qualité des accords visés.	550
a) Les critères d'identification rejetés.....	551
b) Les critères d'identification retenus.	552
B. Les prescriptions excessives des accords bilatéraux « types ».	553
1) Un champ d'application <i>ratione personae</i> trop large.....	554
2) L'absence d'une obligation de poursuivre.	557
§2 : <i>L'engagement conditionnel de la responsabilité internationale de l'Etat partie aux deux conventions</i>	558
A. La recherche du fait internationalement illicite.	559
1) La seule conclusion d'un accord bilatéral n'est pas constitutive de la violation d'une obligation internationale.....	560

TABLE DES MATIERES

2) Circonstances où des obligations inconciliables sont toutes deux opposables et responsabilités conséquentes.	562
B. De solutions pour dépasser le jeu des responsabilités en l'espèce.....	565
1) Des solutions improbables ou insatisfaisantes.	565
2) Des solutions acceptables.....	568
Conclusion du Titre II.	571
CONCLUSION DE LA SECONDE PARTIE.	573

CONCLUSIONS GENERALES.

I. LA POLITIQUE JURIDIQUE EXTERIEURE DES ETATS-UNIS A L'EGARD DE LA C.P.I. : QUELQUES LEÇONS.	576
II. LA POLITIQUE JURIDIQUE EXTERIEURE DES ETATS-UNIS A L'EGARD DE LA C.P.I. : PERSPECTIVES.....	578

ANNEXES

Chronologie des principaux actes de la Cour pénale internationale et des principales décisions des Etats-Unis à l'égard de celle-ci, 1998-2009.	585
BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE	595
INDEX	629